

Front de gauche

Des municipales aux européennes

Si, en France, les débats au sein de la gauche de la gauche ont porté ces dernières semaines, et de manière très conflictuelle, sur les élections municipales, dans les autres pays on prépare plutôt le scrutin européen du mois de mai prochain. Le coup d'envoi a été donné par le congrès du Parti de la gauche européenne qui s'est réuni à Madrid en décembre 2013. Il a en effet lancé la campagne et désigné Alexis Tsipras comme candidat de la gauche radicale à la présidence de la Commission. Cette procédure est une nouveauté introduite par le Traité de Lisbonne : le Conseil européen (les chefs d'État et de gouvernement) retient un candidat « en tenant compte des élections au Parlement européen, et après avoir procédé aux consultations appropriées ». Ce qui revient à dire, c'est comme cela en tout cas que cet article est généralement interprété, que ce candidat sera choisi au sein du parti majoritaire aux élections européennes. Ce candidat est ensuite élu par le Parlement européen « à la majorité des membres qui le composent » (soit 376 voix sur 750 membres)¹.

Pour la première fois depuis longtemps, et à en croire les sondages, les perspectives sont plutôt bonnes pour la

LOUIS WEBER

gauche radicale, et plus précisément pour le groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique au Parlement européen². Poll Watch 2014, qui compile des sondages nationaux (ceux de l'IFOP pour la France) annonce ainsi « des gains importants en France – 8 sièges au lieu de 5 – en Grèce – 9 au lieu de 3 – en Espagne – 6 au lieu de 1 – ainsi que 9 sièges en Allemagne, ce qui placerait la gauche radicale à la quatrième place au Parlement. Les partis du Danemark, de Suède et de Finlande gagneraient aussi des sièges³ ». Au total, le groupe pourrait espérer 56 membres au lieu de 35 actuellement. Alors qu'en France il est beaucoup question du score du Front national, les données de Poll Watch, s'agissant de l'extrême droite, sont moins inquiétantes. Elle ne parviendrait pas en effet à créer

1. Les dispositions citées sont celles du Traité sur l'Union européenne, art. 17.

2. Voir sur ces questions : Bernard Cassen, Hélène Michel, Louis Weber, *Le Parlement européen, pour faire quoi ?*, éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, mars 2014.

3. Voir : <http://pollwatch2014.eu>

un groupe parlementaire faute d'avoir des élus dans au moins 7 pays⁴.

Cette embellie (électorale) semble aussi se profiler en France. À moins de trois mois de l'élection, le Front de gauche – pour les sondeurs, il n'y a pas de doute sur l'identité des listes – le pronostic est remarquablement constant : autour de 9 % des voix – ce qui est certes inférieur au résultat de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle (11,10 %) mais supérieur à celui du premier tour des législatives qui ont suivi (6,91 %) – et, malgré le découpage en 8 circonscriptions qui favorise les listes majoritaires, des gains de sièges en perspective. Ce qui suppose toutefois que l'accord se fasse pour des listes Front de gauche et, bien sûr, que le sondage grandeur nature que constitue l'élection elle-même confirme ces prévisions.

Le congrès du PGE a par ailleurs été marqué par deux « événements » ayant un rapport direct avec le débat politique à gauche en France. Le Parti de gauche fait grand cas du premier – l'adoption d'une résolution sur l'écোসocialisme qu'il a présentée avec quatre autres partis. Les « commentateurs », notamment la presse, ont choisi en revanche de plutôt mettre l'accent sur le deuxième : la décision du Parti de gauche de ne pas voter pour Pierre Laurent, candidat à la présidence du PGE et, une fois celui-ci élu à une très confortable majorité, de « suspendre sa participation au PGE » jusqu'aux élections municipales françaises, c'est-à-dire l'extinction de fait du litige « franco-français » avec le Parti communiste.

« Coup de tonnerre écôsocaliste au Congrès du Parti de la gauche euro-

4. Les mêmes sondages leur accordent toutefois plus de 30 élus (dont une bonne vingtaine en France), ce qui gonflera d'autant le groupe des non-inscrits.

péenne », c'est ainsi que le Parti de gauche présente le vote de sa résolution. Adopté à la majorité relative (48 % pour et 43 % contre) le texte a été présenté par cinq partis membres : le Parti de Gauche, Syriza (Grèce), Bloco de Esquerda (Portugal), Alliance rouge-verte (Danemark) et die Linke (Allemagne). Ce vote a potentiellement une signification stratégique certaine, compte tenu de la composition actuelle du Parti de la gauche européenne, où les textes vont rarement aussi loin dans la mise en cause d'une « croissance économique sans fin » (imputée à la social-démocratie, clin d'oeil malin à la question des listes communes avec les socialistes aux municipales) et du « capitalisme vert » que le capitalisme voudrait légitimer. Selon Guillaume Liégard, « au regard des traditions productivistes de bon nombre de partis communistes, ce résultat représente une petite surprise et c'est une belle victoire, notamment pour le PG qui a fait de l'écôsocalisme, le cœur de son projet politique⁵ ». S'ajoute à cela le fait que « ce sont cinq jeunes partis parmi les plus dynamiques en Europe qui s'allient ainsi pour porter un nouveau projet et dessiner un nouvel axe rouge-vert en Europe. », même si la pertinence de cette présentation opposant les « jeunes » et les « vieux » partis membres du PGE reste à établir au-delà de ce qui a été un vote parmi quelques dizaines d'autres.⁶

Ce vote a cependant été à peu près totalement éclipsé (nul écho dans la presse, en France tout au moins, aucune

5. Guillaume Liégard, « Mélenchon parti de la Gauche Européenne », *regards.fr*, 16 décembre 2013.

6. Informations et citations de la résolution adoptée disponibles sur : http://www.lepartidegauche.fr/actualites/actualite/coup-tonnerre-ecosocialiste-au-congres-parti-la-gauche-europeenne_26265 (le texte est pour l'instant en anglais).

référence autre que celles du Parti de gauche lui-même) par le cavalier seul du Parti de gauche au moment de la réélection de Pierre Laurent, par « refus d'une image brouillée », selon Martine Billard. Puis, par un communiqué publié ultérieurement, à la suite de la réélection de Pierre Laurent : « La clarté de notre campagne des européennes ne doit pas être mise en danger par la stratégie portée par Pierre Laurent de rejoindre la liste du PS aux municipales à Paris. Rien ne doit venir brouiller le sens politique du vote pour nos listes. Nous décidons donc de suspendre notre participation au PGE jusqu'aux élections municipales ».

Cette allusion à des différends internes à un pays est assez inhabituelle dans les organisations internationales et rien ne dit qu'elle a été acceptée, ni même comprise par les autres participants, dont les partis sont souvent membres au plan national de coalitions autrement plus larges que celles que nous connaissons en France. Mais en France aussi, les autres composantes du Front de gauche partagent la perplexité exprimée par Guillaume Liégeard : « Le choix d'Alexis Tsipras, l'engagement écosocialiste, ces deux décisions fortes du congrès auraient dû permettre de donner confiance, de remobiliser et d'offrir une perspective dans une situation politique délicate. Il n'en sera rien et tout cela est immédiatement passé à la trappe avec une seule nouvelle en boucle : le Parti de Gauche qui suspend sa participation et un nouvel avatar des bisbilles au sein du Front de Gauche. Non vraiment, du grand art⁷. »

Retour aux municipales

À un mois des élections municipales, le stade de ces « bisbilles » semble cepen-

dant en grande partie dépassé. Certes, comme le rappelait encore Jean-Luc Mélenchon en janvier, « Nous avons créé le Front de gauche pour construire une gauche indépendante du Parti socialiste et voilà qu'une partie du Parti communiste – je tiens à le préciser, c'est pas tout le Parti communiste – passe des accords avec les socialistes pour être dès le premier tour dans leur liste alors qu'il n'y a aucune espèce de danger⁸ ». Mais s'il a pu « avoir peur un temps que tout finisse en eau de boudin dans ces histoires internes auxquelles personne ne comprend rien », il a « le sentiment d'être dans une logique plutôt ascendante et dynamique et conquérante⁹ ». Cette vision plus apaisée s'accompagnait de l'annonce de 600 listes autonomes étiquetées Front de gauche dans les villes de plus de 10 000 habitants, dont 80 avec EELV, qu'il « oppose » (*bis repetita* ?) au chiffre de 500 que le Front national a retenu pour objectif. Il reste que cette annonce montre aussi la difficulté qu'il y a à constituer des listes, puisque ce résultat ne correspond qu'à un peu plus de la moitié des communes concernées¹⁰. Dans un département comme les Hauts de Seine, par exemple, où le Front de gauche (plus exactement les communistes, actuels et anciens) gardent quelques « places fortes » (Nanterre, Gennevilliers, Malakoff, Bagneux, etc.), on retrouve le spectre complet des situations possibles : les communes où les communistes font liste commune avec les socialistes, opposée à une liste autonome regroupant les autres composantes

8. « Mélenchon : plus grand coup de barre à droite depuis Guy Mollet », *AFP*, 14 janvier 2014.

9. « Le Parti de gauche annonce 600 listes autonomes dans les villes d'au moins 10 000 habitants », *Libération*, 4 février 2014.

10. Pour avoir un ordre de grandeur, il y a, selon l'INSEE, 1041 communes de plus de 10 000 habitants en France.

7. Guillaume Liégeard, art. cit.

du Front de gauche, celles avec des listes autonomes réunissant toutes les composantes du Front de gauche, celles où les communistes figurent sur des listes menées par le Parti socialiste mais sans autre liste du Front de gauche, etc. Et, même, ce qui est peut-être plus inquiétant, des communes fortement peuplées (Asnières par exemple) où le Front de gauche sera totalement absent¹¹.

Le Parti communiste pour sa part consacre depuis plusieurs semaines son journal interne – *Communistes*¹² inséré dans *l'Humanité* – à un passage en revue très détaillé de ses positions municipales dans les diverses régions (il dispose encore d'un nombre d'élus sans commune mesure avec certains de ses récents résultats dans les scrutins nationaux : 8 000 élus, 62 maires de villes de 10 à 30 000 habitants, 28 dans celles de plus de 30 000). On trouve dans cette publication très peu d'allusions aux débats et conflits autour de la constitution des listes. Pierre Laurent et les autres dirigeants s'en tiennent le plus souvent à des déclarations « performatives ». Dans sa plus récente interview destinée aux militants, il n'aborde la question des municipales qu'après un long développement sur la situation générale et le danger de voir la droite tirer profit des carences du gouvernement actuel. Il reste très géné-

ral : « Dans les élections municipales, notre message est clair partout : stop à l'austérité, oui aux services publics et à la démocratie locale. Notre objectif est d'entraîner la majorité des communes de gauche de ce pays dans la résistance anti-austérité et la promotion de politiques publiques innovantes¹³. Ce qui, évidemment, ne peut que faire l'accord ! Et lorsque la presse l'interroge, son attitude ne varie guère : « Jean-Luc Mélenchon ne souhaite pas beaucoup me parler en ce moment. Et moi je le regrette¹⁴ ».

Les journalistes en mal d'« événementiel » qui ne cessaient depuis des mois de fantasmer autour d'une rupture du Front de gauche en sont donc pour leurs frais. Y compris ceux qui avaient cru pouvoir discerner depuis quelque temps une variante, plus précisément un renversement d'alliance. Sur LCI, le 3 février 2014, Jean-Luc Mélenchon a ainsi été conduit à réagir à une question du journaliste sur le passage supposé du Parti de gauche d'une « alliance rouge » à une « alliance verte », en précisant que les deux ne s'opposaient pas mais se complétaient. Ce qui, sur le plan de la stratégie, rejoint ce que dit Pierre Laurent : « Nous avons besoin que des voix diverses, venant de toutes les familles de la gauche, [s'expriment pour] une alternative qui soit authentiquement de gauche. [...] Pour les communistes et pour le Front de gauche, cela dessine une très grande responsabilité : allons-nous être capables d'être, pas seulement le fer de lance de la contestation, mais les animateurs de ce rassemblement ? [...] »¹⁵

11. On n'évoquera pas ici les nombreux exemples « atypiques » (Grenoble, Poitiers, etc.) où ce sont des conflits internes au Front de gauche qui ont empêché la constitution de listes du Front de gauche, les différentes parties concernées se rejetant la responsabilité. Selon d'autres chiffres, il y aurait ainsi des « listes communes avec le Parti communiste » dans « plus de la moitié des villes de 20 000 habitants (elles sont un peu plus de 500) » et « l'autre moitié où nous sommes en liste autonome » (« Pour Jean-Luc Mélenchon, le Front de gauche n'est pas fini », *Libération*, 16 février 2014).

12. Cet encart est disponible sur le site pcf.fr.

13. « Face à la droite. Rassembler pour recréer l'espoir », *Communistes*, 12 février 2014.

14. Sur BFM/RMC en décembre 2013. Cité par l'AFP (« Municipales 2014 : ça chauffe au Front de gauche », dépêche du 17 décembre 2013).

15. « Face à la droite. Rassembler pour recréer l'espoir », art.cit.

Reste une question d'ordre stratégique pour laquelle la réponse du Parti communiste semble acquise alors que le Parti de gauche ne l'évoque guère : que faire au second tour dans les cas où une liste autonome du Front de gauche peut se maintenir ou, situation plus délicate encore, fusionner avec une autre liste¹⁶ ? Ne rien faire, avec pour conséquence d'être marginalisé dans la vie politique locale pendant six ans ? Se maintenir, au risque de faire élire la droite ? Fusionner avec une liste du parti socialiste ? On voit ici concrètement le danger de « brouiller le sens politique du vote pour nos listes », si souvent évoqué par le Parti de gauche.

Pour les élections européennes, une première rencontre entre les deux partis a eu lieu au mois de janvier. C'était une reprise de contact, pour aborder un certain nombre de sujets restés en suspens (notamment celle de l'utilisation du logo Front de gauche par les communistes, plus particulièrement à Paris, Nantes ou Alfortville). Ce sujet est devenu moins chaud après que les candidats communistes ont accepté de ne pas le faire figurer sur les bulletins et déclarations officielles envoyées aux électeurs). Quelles listes présenter ? « Si un texte commun sur l'Europe est en cours de rédaction, la constitution des listes – déjà bouclées au PS et chez les écologistes – est au point mort. Seule nouveauté vendredi : PCF et PG sont tombés d'accord sur une répartition des têtes de liste. Trois chacun et une pour Ensemble, troisième force du Front de gauche¹⁷. » Depuis

lors, les deux acteurs principaux ont rejoué à peu près le même scénario que pour les municipales, en moins dramatique : doutes plus ou moins mis en scène au Parti de gauche, réponse genre force tranquille du Parti communiste. « Je ne sais pas ce que vont faire les communistes, j'espère qu'ils veulent faire des listes Front de gauche et qu'ils ne vont pas nous proposer de faire des listes avec les socialistes ! » pour Jean-Luc Mélenchon sur BFM Politique¹⁸. Ce à quoi Pierre Laurent rétorque le lendemain sur France Bleu : « Où il m'a entendu dire que je voulais autre chose que des listes du Front de gauche aux élections européennes ? [...] depuis septembre dernier, je demande que nous engagions la campagne des élections européennes. Donc c'est évident pour moi, ça va de soi, c'est une évidence : listes Front de gauche pour les élections européennes et le plus vite sera le mieux ! » S'agissant plus généralement des alliances, il ajoute : « Je crois qu'il faut s'adresser au NPA (Nouveau parti anticapitaliste), s'adresser à des socialistes qui sont en désaccord avec le pacte de responsabilité, aux écologistes qui semblent le critiquer. Il doit y avoir un rassemblement très large de gens qui n'acceptent pas la poursuite de l'austérité en France et en Europe¹⁹ ». Ce qui, à des détails de vocabulaire près, ressemble fort à ce que dit le Parti de gauche.

La création d'Ensemble

Restent les autres composantes du Front de gauche. Le processus de regroupement qui a conduit à créer Ensemble a connu plusieurs étapes. Un pas important

16. Rappel : le scrutin est un scrutin de liste dans les communes de plus 1 000 habitants. Pour se maintenir en cas de second tour, il faut 10% des exprimés. Mais une liste ayant obtenu entre 5 et 10% des exprimés peut fusionner avec une liste ayant obtenu plus de 10% de ceux-ci.

17. « Mélenchon et Laurent se reparent... un peu », *Libération*, 17 janvier 2014.

18. « Européennes : Pierre Laurent veut des listes Front de gauche au "plus vite" », AFP, 17 février 2014.

19. *Ibid.*

a été franchi en novembre 2013²⁰. Les causes de ce passage à l'acte sont multiples. Le départ d'un nouveau groupe du NPA, la Gauche anticapitaliste, a certainement joué. Numériquement plus importante que les précédents (Gauche unitaire et Convergence & Alternatives), la Gauche anticapitaliste est probablement aussi plus structurée, avec des militants en vue du NPA. S'ajoutent à cela les tensions entre le PG et le PCF évoquées plus haut. Ce qui a pu créer un sentiment d'urgence dans les autres composantes, la crainte de voir s'arrêter là l'expérience du Front de gauche étant réelle. Et, par conséquent, la volonté de peser davantage en se rassemblant. Par ailleurs, la paralysie des rouages du Front de gauche où les composantes « dominantes » du Front de gauche leur avaient concédé une place (Conseil national et, dans une moindre mesure, les fronts thématiques) a incité certains de ceux qui jusqu'ici espéraient pouvoir jouer un rôle sans rejoindre l'une ou l'autre des composantes, à franchir le pas de l'adhésion. Pour la plupart d'entre eux, compte tenu de leur profil et de leur histoire, il pouvait difficilement être question de rejoindre le PC ou le PG. En même temps, rester non encarté, c'était se condamner, expérience faite, à ne plus avoir prise sur grand-chose.

De façon plus positive, les fondateurs d'Ensemble veulent agir pour que « le Front de gauche maintienne son unité sur une base stratégique claire d'opposition au gouvernement, qu'il se transforme pour devenir un véritable mouvement politique dépassant la cartellisation actuelle, pour construire un bloc social et politique porteur de propositions. Cela passe par des luttes, par une clarifi-

cation du rapport du Front de gauche au mouvement social, et par une démarche de rassemblement des forces politiques, y compris des secteurs du Parti socialiste, d'EELV, et d'extrême-gauche²¹. »

Changer le Front de gauche, l'ouvrir... cette idée est une constante dans les textes fondateurs d'Ensemble. La Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) rappelle ainsi : « Nous avons tous fait le choix d'agir dans le Front de gauche pour qu'il soit une force qui permette à tous les citoyen-ne-s, celles et ceux qui veulent changer cette société, de se regrouper. Cela suppose une construction démocratique, ouverte, qui reste en grande partie à réaliser : les adhésions, les assemblées citoyennes, les fronts thématiques, un site objet commun, des cadres de discussion... » Dans cet esprit, Ensemble se dit « aujourd'hui engagé dans un processus transitoire dans lequel les composantes d'origine continuent à exister, chacune pouvant décider de se dissoudre quand elle le désirera. ». Ce qui rappelle, exemple souvent cité dans ces « petites » formations, le processus de constitution du Bloco de Esquerda portugais. Jusqu'ici, seul Convergences et Alternatives est passé à l'acte. Parce qu'il est le groupe ayant le moins de « traditions » d'organisation²² ?

Ensemble a constitué en novembre un Collectif national de 150 personnes, comprenant des représentants des organisations membres : Les Alternatifs, les Communistes unitaires (ACU), Conver-

20. Voir L. Weber, « Front de gauche. Le temps des turbulences », *Savoir/agir*, n°26, décembre 2013.

21. Résolution politique adoptée par le Collectif national d'Ensemble les 8 et 9 février 2014.

22. Au terme de 5 ans d'existence, le courant « Convergences & alternative » a décidé, lors de sa réunion nationale du 7 février 2014, de se dissoudre pour se dépasser dans le mouvement « Ensemble ! ». Voir : <http://convergencesetalternative.blogspot.fr>.

gences & Alternative (C&A), la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), la Gauche Anticapitaliste (GA), le Réseau Gauche Unitaire²³, et des militants individuels²⁴. Ce collectif se réunit en principe tous les trois mois, en s'adjoignant progressivement des représentants des collectifs locaux en cours de constitution. Une équipe nationale d'animation a été désignée au

-
23. Il s'agit des membres de la Gauche unitaire qui ont rejoint Ensemble contre l'avis de certains dirigeants de l'organisation – dont Christian Piquet – qui ont ensuite organisé une « conférence de séparation » revenant à les exclure. Ce Réseau a un site propre : gauchevraimentunitaire.wordpress.com.
24. On notera que deux composantes seulement du Front de gauche sont restées en dehors du processus : le Parti communiste ouvrier de France (PCOF) et République et socialisme.

moment de la fondation. Elle comprend une trentaine de membres (représentants des parties prenantes et militants individuels) et se réunit toutes les semaines. Le tout doit être évalué et éventuellement revu dans un an.

Les collectifs locaux semblent d'ores et déjà actifs dans plusieurs localités, où ils sont très engagés dans la campagne municipale sur la ligne : des listes autonomes du Front de gauche au premier tour. Ils sont amenés à jouer un rôle essentiel dans la stratégie de renouvellement et d'innovation en matière politique qu'Ensemble veut incarner, notamment à travers ses liens avec le mouvement social. La réussite de ce processus peut, très rapidement, avoir des conséquences positives sur le Front de gauche lui même. ■